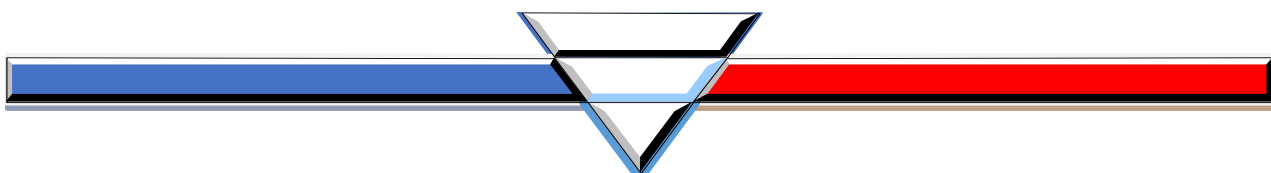


## **MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

**DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE MARSEILLE  
SECRETARIAT GENERAL / DEPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIERES  
4, Traverse de Rabat - B.P. 121 - 13277 MARSEILLE Cedex 9  
Tél. 04.91.40.88.00**



**TRAVAUX LEGERS DE MISE EN ACCESSIBILITE DU CENTRE DE DETENTION DE SALON-DE-  
PROVENCE, DE LA MAISON CENTRALE D'ARLES ET DU CENTRE DE DETENTION DE  
TARASCON  
*DONT RELANCE DES LOTS « ELECTRICITE » SUITE A L'INFRUCTUOSITE DE LA PREMIERE CONSULTATION***

## **Cahier des clauses administratives particulières**

**CCAP n° DIV-01-23**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE PREMIER : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>4</b>
1.1 - OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 - RÉALISATIONS DE PRESTATIONS SIMILAIRES	4
1.3 - PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	4
<b>ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 : INTERVENANTS</b>	<b>5</b>
3.1 – CONDUITE D’OPÉRATION	5
3.2 – MAÎTRISE D’ŒUVRE	6
3.3 – ASSISTANCE À LA MAÎTRISE D’OUVRAGE	6
3.4 – ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION	7
3.5 - CONTRÔLE TECHNIQUE	7
3.6 - SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS	7
3.7 - TITULAIRE	8
3.8 – SOUS-TRAITANT	9
3.8.1 – PRÉSENTATION DU SOUS-TRAITANT	9
3.8.2 – ACCEPTATION DU SOUS-TRAITANT ET AGREMENT DE SES CONDITIONS DE PAIEMENT	9
<b>ARTICLE 4 : CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ – TRAVAUX INTERESSANT LA SÉCURITÉ PÉNITENTIAIRE</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 5 : DURÉE ET DÉLAIS D’EXÉCUTION</b>	<b>10</b>
5.1 - DÉLAI GLOBAL D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS	10
5.2 - DÉLAI D’EXÉCUTION	10
5.3 - CALENDRIER PRÉVISIONNEL ET DÉTAILLE D’EXÉCUTION	11
<b>ARTICLE 6 : PRIX DU MARCHÉ</b>	<b>12</b>
6.1 - CARACTÉRISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	12
6.2 - MODALITÉS DE VARIATION DES PRIX	14
6.3 – CLAUSE DE REEXAMEN	14
6.4 – PRESTATION NOUVELLES OU MODIFICATIVES	15
6.5 – MODIFICATIONS FINANCIÈRES POUR CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES	16
<b>ARTICLE 7 : GARANTIES FINANCIÈRES</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 8 : AVANCE</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 9 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>17</b>
9.1 - DÉCOMPTES ET ACOMPTES MENSUELS	17
9.2 - PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	18
9.3 - DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT	18
9.4 - PAIEMENT DES COTRITANTS	19
9.5 - PAIEMENT DES SOUS-TRITANTS	19
<b>ARTICLE 10 : CLAUSES PARTICULIÈRES</b>	<b>19</b>
10.1 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	19
10.2 - CLAUSE SOCIALE	19

<b>ARTICLE 11 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>20</b>
<b>11.1 - CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS</b>	<b>21</b>
<b>11.2 - IMPLANTATION DES OUVRAGES</b>	<b>21</b>
<b>11.3 - PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX</b>	<b>21</b>
11.3.1 - PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	21
11.3.2 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER	22
11.3.3 - REGISTRE DE CHANTIER	23
<b>11.4 - ETUDES D'EXECUTION</b>	<b>23</b>
<b>11.5 - INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER</b>	<b>23</b>
11.5.1 - INSTALLATION DE CHANTIER	23
11.5.2 - EMBLEMENTS MIS A DISPOSITION POUR DEBLAIS	23
11.5.3 - SIGNALISATION DES CHANTIERS	23
11.5.4 - APPLICATION DE REGLEMENTATIONS SPECIFIQUES	23
<b>11.6 - DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER</b>	<b>23</b>
11.6.1 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	23
11.6.2 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	24
11.6.3 - DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	24
11.6.4 - TRAVAUX NON PREVUS	24
<b>11.7 - RECEPTION DES TRAVAUX</b>	<b>25</b>
11.7.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RECEPTION	25
11.7.2 - RECEPTION PARTIELLE ET PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE	25
11.7.3 - MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	25
<b>ARTICLE 12 : REGLEMENT DES DIFFERENDS</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 13 : DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE 14 : GARANTIE DES PRESTATIONS</b>	<b>26</b>
<b>14.1 - DELAIS DE GARANTIE</b>	<b>26</b>
<b>14.2 - GARANTIES PARTICULIERES</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE 15 : PENALITES</b>	<b>26</b>
<b>15.1 - PENALITES DE RETARD</b>	<b>26</b>
<b>15.2 - PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE</b>	<b>27</b>
<b>15.3 - AUTRES PENALITES SPECIFIQUES</b>	<b>27</b>
15.3.1 - PENALITE EN CAS DE NON-RESPECT DES OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES	27
15.3.2 - PENALITES EN CAS DE NON-RESPECT D'OBLIGATIONS CONTRACTUELLES	27
<b>ARTICLE 16 : ASSURANCES</b>	<b>28</b>
<b>ARTICLE 17 : RESILIATION DU CONTRAT</b>	<b>29</b>
<b>17.1 - CONDITIONS DE RESILIATION</b>	<b>29</b>
<b>17.2 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE</b>	<b>29</b>
<b>17.3 - DEFAILLANCE D'UN COTRAITANT D'UN GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 18 : REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES</b>	<b>30</b>
<b>ARTICLE 19 : DEROGATIONS</b>	<b>30</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## **Article premier : Objet du marché - Dispositions générales**

### 1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

**Travaux légers de mise en accessibilité du centre de détention de Salon-de-Provence, de la maison centrale d'Arles et du centre de détention de Tarascon – dont relance des lots « électricité » suite à l'infructuosité de 1<sup>ère</sup> consultation.**

- **Etablissement A : Maison centrale d'Arles**
- **Etablissement B : Centre de détention de Tarascon**
- **Etablissement C : Centre de détention de Salon-de-Provence**

#### ▪ Lieux d'exécution :

##### **Etablissement A – Maison centrale d'Arles**

Rue Nicolas Copernic, 13200 Arles

Secrétariat : 04.90.99.07.01

Courriel : [sec.mc-arles@justice.fr](mailto:sec.mc-arles@justice.fr)

##### **Etablissement B – Centre de détention de Tarascon**

12 Quartier des Radoub – BP 382/82 - 13 155 TARASCON Cedex

Tél. 04.90.99.10.31 ; Fax. 04.90.99.10.14

Courriel : [sec.cd-tarascon@justice.fr](mailto:sec.cd-tarascon@justice.fr)

##### **Etablissement C – Centre de détention de Salon-de-Provence**

Route nationale 13 Bel Air – BP 369 – 13668 Salon-de-Provence

Tél. 04.90.44.61.14

Courriel : [sec.cd-salon-de-provence@justice.fr](mailto:sec.cd-salon-de-provence@justice.fr)

### 1.2 - Réalisations de prestations similaires

La personne publique se réserve la possibilité de passer un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires dans un délai maximum de trois ans à compter de la notification du marché initial en vertu de l'article R 2122-7 du code de la commande publique.

Il pourra s'agir de travaux de nature similaire à réaliser au sein des établissements pénitentiaires qui sont du ressort de la DISP de Marseille.

### 1.3 - Protection des données à caractère personnel

L'article 5.2 du CCAG Travaux s'applique. L'article 4 du présent CCAP apporte quelques précisions sur ce sujet.

## **Article 2 : Pièces constitutives du marché**

Pour chaque lot, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité, par dérogation au CCAG :

- L'acte d'engagement (AE) et toutes ses annexes, quelles que soient leur nature (par exemple la mise au point, les actes de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;

- Le calendrier prévisionnel détaillé d'exécution ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot concerné et ses annexes, dont ses annexes graphiques ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de tous les autres lots et leurs annexes, dont leurs annexes graphiques ;
- Le CCTGVDI 2021 ;
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) pour les prix unitaires uniquement ;
- Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) ;
- Le RICT ;
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les normes européennes, dont les Eurocodes en ce qui concerne les calculs structurels tous matériaux ;
- En l'absence de normes européennes, les normes françaises homologuées ou autres normes étrangères reconnues équivalentes ;
- Le Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux de génie civil, pris par arrêté du 28 mai 2018 relatif à sa composition (pour les livrets concernant les prestations concernées par le marché) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques – VDI Edition 2021 applicable aux opérations immobilières de l'administration pénitentiaire ;
- Les Documents techniques unifiés (DTU) ;
- Les documents PROFEEL (ex-PACTE, ex-RAGE) applicables ;
- Les documents CARSAT (CRAM), CNAM et INRS ;
- La réglementation relative à la sécurité contre l'incendie et les effets de la panique ;
- La réglementation relative à la protection de l'environnement ;
- La réglementation relative à la protection du patrimoine.

## **Article 3 : Intervenants**

### **3.1 – Conduite d'opération**

Maîtrise d'ouvrage :

Ministère de la justice/DISP de Marseille  
Département des Affaires Immobilières (DAI)  
4, traverse de Rabat,  
13009 Marseille Cedex

Le représentant du maître d'ouvrage :

**M. Jean-Michel PIAT et Mme Elodie BOUE**

La DISP est indifféremment désignée dans les pièces du marché :

- L'acheteur ;
- Le pouvoir adjudicateur ;
- La personne publique ;
- La DISP.

Le contrôle et la direction du marché sont assurés par la DISP.

**IMPORTANT** : Seules les personnes suivantes sont habilitées à engager la personne publique pour la conduite opérationnelle et le contrôle des prestations objet de ce marché public :

- Le Directeur Interrégional et les personnes habilitées ayant délégation de signature ;
- Le Directeur du DAI ;
- La Cheffe de l'Unité Opérations (UO) du DAI.

Le chargé d'opération de la DISP affecté à l'opération suivra l'exécution du marché et certifiera le service fait.

Le Titulaire lui remettra les pièces concrétisant l'avancement de l'étude ainsi que tous les documents permettant le règlement des acomptes et du solde du marché.

D'autres entités interviennent dans le giron de la Maîtrise d'ouvrage. Sont considérés comme intervenants lors de la réalisation des marchés :

- Le chef de l'établissement ;
- Les autres départements de la DISP.

Toutefois, ces différents intervenants n'agissent pas en qualité de Maître d'ouvrage. Aussi, toute demande émanant de l'un ou l'autre (communication de document, prestation dérogeant au programme) doit faire l'objet d'un signalement à la Maîtrise d'œuvre et à la Maîtrise d'ouvrage, pour refus ou gestion de la demande au travers d'une Fiche de travaux modificatifs (FTM) / ou document équivalent.

Toute demande de la part d'un de ces autres intervenants qui serait honorée par le Titulaire sans avis préalable de la Maîtrise d'ouvrage engage sa responsabilité. La Maîtrise d'ouvrage pourrait alors demander la remise en état aux frais du Titulaire, sans que celui-ci puisse élever de réclamation.

### 3.2 – Maîtrise d'œuvre

Maîtrise d'œuvre **études** assurée par :

**QCS SERVICES**

494, rue Maurice Schumann

30 000 NIMES

Tél. 04-66-70-96-58

Economiste de la construction :

**Olivier CUER CONSEILS**

Lieu dit Le Roux

69 430 VERNAY

Courriel : [olivier.cuer@cuer.fr](mailto:olivier.cuer@cuer.fr)

Tél : 06-85-55-55-57

### 3.3 – Assistance à la maîtrise d'ouvrage

**Cabinet Clément et Associés SAS**

2, rue Malesherbes

69006 LYON

Tel : 04 72 61 86 55

Courriel : [cabinetclement@cabinetclement.fr](mailto:cabinetclement@cabinetclement.fr)

### 3.4 – Ordonnancement, pilotage et coordination

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par :

#### **Quadratures**

455 Promenade des anglais

Immeuble Nice premier A

06200 NICE

Tel. 06 22 41 11 66

[denys.monteremal@free.fr](mailto:denys.monteremal@free.fr)

### 3.5 - Contrôle technique

SOCOTEC Construction

Immeuble Mirabeau

5 Place des Frères Montgolfier

Guyancourt – CS 20732

78182 St Quentin en Yvelines

Tel. 04 67 99 86 21 – 06 25 66 54 95 @lisbeth.fournie@socotec.com

### 3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Les travaux faisant l'objet du marché sont soumis à une **coordination sécurité et protection de la santé (S.P.S.)** de Niveau III.

Mission C.S.P.S. assurée par :

AMBC CONTROLES

199 Boulevard de Voltaire

13821 La Penne Sur Huveaune

Le CSPS exercera sa mission conformément aux termes du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au Titulaire du présent marché en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs désignés sous le nom de coordonnateur SPS.

Le Titulaire est tenu de rédiger un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS.

Il communique directement au coordonnateur SPS :

- Le PPSPS qui doit être remis pendant la période de préparation ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les quinze (15) jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accident du travail.

De plus, le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et s'oblige à tenir à la disposition du coordonnateur SPS lesdits contrats ;

Le Titulaire est tenu d'informer le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions liées à la réalisation des ouvrages ;
- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le Titulaire prendra l'initiative d'inviter le Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé aux réunions spécifiques de conception :

- Liées aux interventions ultérieures sur l'ouvrage (objectif de facilitation) ;
- Liées aux phases de coactivité du chantier (objectif d'harmonisation des interventions).

Il doit donner suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

A la demande du coordonnateur SPS, le Titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

**Une réunion hebdomadaire est organisée entre le coordonnateur et les Entreprises en activité sur le chantier.**

Le coordonnateur SPS est tenu d'informer le Maître d'ouvrage sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les entreprises des mesures de coordination qu'il définit, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur le chantier.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement etc.) le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier jusqu'à ce que toutes les mesures s'imposant soient prises.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et le Titulaire est soumis au Maître d'ouvrage.

Le Titulaire prendra toutes les dispositions vis-à-vis de ses cotraitants et sous-traitants pour respecter les exigences du PGCSPPS et tout document et remarques produits par le CSPPS.

L'intervention de cet organisme oblige le Titulaire à lui fournir à titre gracieux tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions, à respecter à ses frais, les avis et prescriptions qui lui seraient imposés avec l'accord du Maître d'œuvre, par cet organisme dans le cadre des missions susvisées. Il doit donner suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S.

### 3.7 - Titulaire

Le marché est confié par la Maîtrise d'ouvrage au Titulaire dont l'identité est précisée à l'Acte d'engagement.

Le conducteur des prestations pour le compte du Titulaire est la personne nommément désignée à l'article 2 de l'Acte d'engagement comme le « conducteur des prestations ».

Le conducteur des prestations est suppléé par une personne nommément désignée à ce même article. Il fait intervenir la personne citée dans ledit article de l'Acte d'engagement, sans préjudice de l'intervention d'autres personnes. Les CV de ces personnes sont portés à la connaissance de la Maîtrise d'ouvrage.

Cet interlocuteur sera garant de la bonne coordination entre la Maîtrise d'ouvrage, la Maîtrise d'œuvre et les autres intervenants de l'opération d'une part, et les intervenants du Titulaire d'autre part. Il devra participer aux réunions stratégiques et, ou techniques et devra se montrer disponible lors de l'accomplissement de ses missions.

La personne publique entend bénéficier des compétences soumises au stade de l'offre. Ainsi, la personne publique sera extrêmement vigilante au respect des intervenants susmentionnés. Elle pourra par ailleurs révoquer un intervenant non connu si le Titulaire n'a pas prévenu en cas de changement.



En cas de difficulté dans l'exécution de la prestation, la personne publique se réserve la possibilité de demander le remplacement d'un intervenant. Au préalable, la personne publique informera le titulaire de la difficulté qu'elle rencontre dans l'exécution de la prestation et le mettra en demeure de procéder au remplacement de l'intervenant. Le Titulaire a 15 jours pour présenter un remplaçant.

Celui-ci est considéré comme accepté si la personne publique ne le récuse pas dans un délai de 15 jours.

À défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de récusation de deux remplaçants par la personne publique, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG Travaux.

En cas d'indisponibilité de ces personnes pendant une période continue supérieure à quinze jours calendaires pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit :

- Soit de résilier le marché sans indemnité dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG Travaux ;
- Soit d'accepter leur remplacement par une autre personne, présentée par le Titulaire, de compétence équivalente (CV et attestations de compétence à l'appui, par courrier).

Un délai de prévenance convenable ne pouvant être inférieur à 7 jours calendaires devra être respecté.

### 3.8 – Sous-traitant

#### 3.8.1 – Présentation du sous-traitant

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants.

Le Titulaire peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre en tant que candidat, soit en cours d'exécution du marché.

Le Titulaire présente son sous-traitant au pouvoir adjudicateur, à l'aide un acte spécial de sous-traitance (possibilité d'utiliser le formulaire DC4 disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr>) dûment complété qui constituera une annexe à l'acte d'engagement.

Le Titulaire devra impérativement présenter la demande d'agrément **au minimum 15 jours** avant la date de début d'exécution des prestations par le sous-traitant.

Le Titulaire remettra également, en annexe à l'acte spécial, les documents suivants :

- Attestations fiscales et sociales ;
- RIB ;
- Attestation sur l'honneur certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2, et R. 3243-1 du code du travail ;
- Attestation d'assurance ;
- Documents établissant les capacités économique et financière, technique et professionnelle du sous-traitant ;
- Contrat de sous-traitance / Devis de sous-traitance ;
- Un tableau de répartition financière des prestations entre le titulaire (ou les co-traitants) et le sous-traitant (utiliser le modèle de l'annexe 1 de l'acte d'engagement)

#### 3.8.2 – Acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement

Les capacités économique et financière, technique et professionnelle du sous-traitant sont examinées par la Maîtrise d'œuvre, qui rend un avis à la Maîtrise d'ouvrage.

La DISP accepte ou refuse les sous-traitants en fonction des critères suivants :

- La part des prestations sous-traitées, le Titulaire doit réaliser une partie significative du marché.
- La régularité de la situation fiscale et sociale du sous-traitant (appréciée au moyen des certificats de la déclaration du candidat).
- Les garanties professionnelles du sous-traitant (mentionnées dans la déclaration du candidat).
- Dans le cas où le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, les doutes devront être levés selon les modalités prévues aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du code de la commande publique.

Le montant du contrat sous-traité est fixé librement entre le Titulaire et le sous-traitant, cependant, le DAI se réserve le droit de refuser l'agrément des conditions de paiement en cas d'écart manifestement injustifié entre la rémunération du sous-traitant et celle du Titulaire du marché.

Les sous-traitants directs acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées ont droit au paiement direct si le montant des prestations sous-traitées est supérieur à 600 Euros TTC.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R2193-10 à R2193-16 du code de la commande publique et selon les modalités décrites à l'article 6.2 du présent document.

## **Article 4 : Confidentialité et mesures de sécurité – Travaux intéressant la sécurité pénitentiaire**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité et des mesures de sécurité telles que prévues à l'article 5.1 du CCAG-Travaux 2021.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux 2021.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent dans le cadre de l'exécution du marché.

### **Gestion des documents :**

" Les documents transmis dans le cadre de cette mise en concurrence (pièces, plans, ...) ne pourront en aucun cas être transmis, publiés ou photocopiés. Ils doivent être immédiatement détruits par les candidats non retenus suite à la notification de la décision de la personne adjudicateur de ne pas les retenir. De même, ils devront être immédiatement détruit par le titulaire du marché au terme des garanties qui lui incombent ".

### **Sécurité pénitentiaire :**

Voir l'annexe au CCAP prévue à cet effet.

### **Intervention sur site :**

Les candidats seront réputés informés des conditions particulières à leur intervention en intérieur d'établissement pénitentiaire en activité. Ils se conforment à toutes injonctions du directeur de l'établissement ou du personnel pénitentiaire concernant le fonctionnement de l'établissement. Ils ne pourront en aucun cas arguer d'un quelconque préjudice à ce titre.

## **Article 5 : Durée et délais d'exécution**

### **5.1 - Délai global d'exécution des prestations**

La date prévisionnelle de début des prestations et d'achèvement des prestations : Voir le planning prévisionnel

### **5.2 - Délai d'exécution**

Les délais d'exécution des travaux sont stipulés à l'acte d'engagement (article 3).

La seule constatation du non-respect du délai d'exécution, y compris les tâches intermédiaires entraîne l'application des pénalités de retard.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux 2021.

### **Jours d'intempéries**

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 5 jours ouvrés. **La durée du marché prend en compte ce délai dans le calendrier prévisionnel.**

Les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite définie ci-dessous pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux dûment constatée par la Maîtrise d'œuvre au-delà du nombre de journées prévisibles fixées ci-dessus.

Pour permettre la constatation des journées d'intempéries pouvant donner lieu à prolongation du délai d'exécution, le Titulaire doit transmettre à la Maîtrise d'œuvre les relevés météorologiques de la station météorologique concernée les journées qui n'ont pas été prévues au calendrier d'exécution et qui répondent aux conditions ci-après :

- Intempéries de froid pour maçonnerie : température inférieure ou égale à -1°C à 8 heures du matin ;
- Intempéries de pluie : précipitations supérieures à 15 mm d'eau entre 6 et 18 heures ;
- Intempéries de neige : précipitations supérieures à 10 mm d'eau après fonte, couvert neigeux > 5 cm à 8 heures du matin ;
- Pour les VRD et les terrassements : gel, neige, pluie ininterrompue pendant 12 heures rendant le terrain inaccessible ou impraticable ;
- Pour les grues et appareils ou le travail depuis échafaudage : Vitesse du vent > 60 km/h en moyenne entre 6h et 18h ou 70 km/h pendant la période d'usage de la grue à tour, 32 km/h pendant la période de levage des banches, le cas échéant.

Par dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux 2021, dans le cas d'intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avérant de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, s'il est reconnu qu'il s'agit de difficultés imprévisibles ou d'un cas de force majeure, le Titulaire pourra proposer à la Maîtrise d'œuvre, sous cinq (5) jours, un nouveau projet de calendrier, faute de quoi, l'ancien calendrier conservera toute sa valeur.

#### Matériaux pollués ou polluants

Si des matériaux pollués ou polluants, non prévus par les documents particuliers du marché, sont découverts, le Titulaire applique les prescriptions de l'article 32.1 al.2 du CCAG-Travaux 2021.

Si les matériaux pollués ou polluants, prévus par les documents particuliers du marché, sont découverts, le délai de réalisation des travaux n'est pas prolongé par dérogation à l'article 32.1 al 2 du CCAG-Travaux 2021.

#### Autres types

La grève n'est pas considérée comme difficulté imprévisible ni force majeure.

Tout sinistre se produisant sur le chantier n'est pas considéré comme cas de force majeure pour modifier le délai global d'exécution du marché. Si une entreprise est responsable d'un sinistre, le Titulaire aura à sa charge les conséquences financières directes ou indirectes que subirait le Maître d'ouvrage à la suite de ce sinistre.

Sauf accord exprès du Maître d'ouvrage notifié par ordre de service, les travaux supplémentaires ou modificatifs ne peuvent donner lieu à une prolongation de délais ; en conséquence, le Titulaire est tenu d'utiliser les moyens et équipes supplémentaires indispensables pour que le délai global d'exécution du marché soit respecté.

#### 5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Avant commencement des travaux et sur la base du délai d'exécution et du planning prévisionnel, un calendrier détaillé d'exécution – avec précision de délais partiels selon les phases - pourra être élaboré par le responsable de la mission de maîtrise d'œuvre après consultation du (des) titulaire(s). Ce calendrier est notifié par ordre de service au(x) titulaire(s), lequel doit recueillir ses éventuelles observations dans un délai de 10 jours à compter de sa réception, faute de quoi il est réputé l'avoir accepté sans réserve.

Au cours du chantier et après consultation du (des) titulaire(s), le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution fixé à l'acte d'engagement. Ce calendrier modifié est notifié par ordre de service au titulaire.

## **Article 6 : Prix du marché**

### **6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un **prix global forfaitaire pour chacun des lots** selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le marché étant établi à « prix global et forfaitaire », le prix est réputé comprendre tous les travaux, frais et autres prestations nécessaires à la réalisation complète et parfaite des ouvrages et installations objet du présent marché.

En particulier, ce prix est réputé avoir été établi en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité pénitentiaire (contraintes d'accès et sujétions particulières notamment) ainsi qu'aux mesures particulières concernant le respect des règles d'hygiène et de sécurité, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Il est rappelé que les quantités, côtes et les mesures diverses indiquées au CCTP ou à ses annexes sont données à titre indicatif et doivent être vérifiées par l'entrepreneur pour l'établissement de son offre.

Le Titulaire est réputé s'être rendu compte sur les sites de l'importance et de la nature des travaux à effectuer et de toutes les difficultés d'exécution liées à l'accès au site, à la nature du sol, aux réseaux et ouvrages existants.

Il est rappelé que le Titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la remise de son prix d'une connaissance insuffisante des sites, lieux et terrains d'implantation des ouvrages, et de tous les éléments locaux susceptibles d'interférer dans l'exécution des travaux ou moyens d'accès aux bâtiments et ouvrages, voies de passage pour les véhicules, conditions climatiques, contraintes d'accès, etc.

Les prix du marché comprennent également tous les travaux et fournitures accessoires qui auraient pu échapper au détail de la description des ouvrages, mais qui sont le complément indispensable pour le complet et parfait achèvement, conformément aux règles de l'art, et de la bonne construction.

Par la suite, le Titulaire ne pourra se prévaloir d'une omission dans cette énumération et devra prévoir dans son prix global et forfaitaire l'ensemble des fournitures et de la main-d'œuvre nécessaire afin d'obtenir les performances garanties et l'achèvement complet des installations.

**Sont à la charge du titulaire, et comprises dans le prix global et forfaitaire du marché, les prestations suivantes, sans que cette énumération soit limitative :**

- Toutes les sujétions d'exécution quelles qu'elles soient, compte tenu des conditions particulières du site d'une part et du projet d'autre part, que l'entrepreneur est réputé parfaitement connaître ; plus largement, la prise en compte de toutes les sujétions particulières pouvant exister sur site et non représentées sur les documents fournis ;
- Toutes les incidences du phasage des travaux en fonction des impératifs techniques du site ;
- Une intervention simultanée avec d'autres corps d'état ;
- La protection des équipements et ouvrages existants ;
- Tous les frais de chantier et autres dans les conditions définies aux pièces écrites ;
- Les relevés sur site des côtes et autres renseignements indispensables à la fabrication et la pose des matériaux décrits dans les présentes clauses techniques ;
- La pose suivant les indications du maître d'ouvrage ;
- Les réfections éventuelles des ouvrages existants suite à la pose du matériel demandé (remise en état du sol, des caniveaux etc.) ;
- Les essais, manœuvres de contrôles et les tests éventuels ;
- Le nettoyage des abords en fin de chantier ;

- La rédaction et la fourniture de tous documents, plans, croquis et fiches techniques des matériels et équipements fournis et posés ;
- Les reprises en la période de garantie et celles environnantes résultant de son action, et de ce fait, les conséquences en découlant, entièrement à sa charge ;
- Les prestations suivantes, qui sont considérées comme dues par le titulaire dans le cadre de l'exécution des travaux :
  - Les aménagements provisoires, à la charge de l'Entreprise, pour les besoins de son personnel de chantier et pour le stockage de ses fournitures ;
  - La réalisation des lignes provisoires pour l'alimentation de ses outils électriques ;
  - La réalisation des trous, percements nécessaires à ses besoins ;
  - L'installation éventuelle d'échafaudage ;
  - La protection de ses installations ;
  - L'enlèvement du matériel en excès et le nettoyage après chacune de ses interventions ;
  - Les moyens humains et matériels nécessaires à la mise en œuvre suivant les contraintes de planning ;
  - La fourniture et le transport à pied d'œuvre des matériaux ;
  - La mise en place et le montage définitif des équipements ;
  - Les scellements, les saignées, les raccords et les fourreaux coupe-feu ;
  - La fourniture et la pose de tout mobilier ou support d'appareillage ;
  - La mise à la terre de ses équipements ;
  - La protection antirouille des parties métalliques (privilégier acier inoxydable).

L'Entrepreneur sera tenu responsable de la conservation de ses ouvrages, fixation de ses canalisations, appareillages, ceci jusqu'à la réception des travaux. En cas de mauvaise protection, le nettoyage des matériels et la remise en état original sera à la charge du titulaire.

**L'Entrepreneur est réputé informé des conditions particulières à leur intervention en intérieur d'établissement pénitentiaire en activité.**

Ils se conforment à toutes injonctions du directeur de l'établissement ou du personnel pénitentiaire concernant le fonctionnement de l'établissement. Ils ne pourront en aucun cas arguer d'un quelconque préjudice à ce titre.

#### Dépenses d'entretien

Sont également inclus dans les prix les éléments suivants :

- Les frais de gardiennage ;

Pour le nettoyage du chantier :

- Les cotraitants et sous-traitants doivent laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux ; le titulaire fera son affaire de l'évacuation de ses propres déchets ;
- Les cotraitants et sous-traitants doivent procéder à la protection de l'ouvrage ou des parties d'ouvrages déjà réalisées, au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées ;
- Les cotraitants et sous-traitants ont à leur charge l'enlèvement des déblais excédentaires et leur transport aux décharges publiques.

L'Entrepreneur sera tenu responsable de la conservation de ses ouvrages, fixation de ses canalisations, appareillages, ceci jusqu'à la réception des travaux. En cas de mauvaise protection, le nettoyage des matériels et la remise en état original sera à la charge du titulaire.

Les candidats seront réputés informés des conditions particulières à leur intervention en intérieur d'établissement pénitentiaire en activité.

Ils se conforment à toutes injonctions du directeur de l'établissement ou du personnel pénitentiaire concernant le fonctionnement de l'établissement. Ils ne pourront en aucun cas arguer d'un quelconque préjudice à ce titre.

## 6.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date de la remise de l'offre de prix par le candidat.

**Les prix sont fermes, définitifs et actualisables** par application aux prix de chaque tranche d'un coefficient  $C_n$  donné par la ou les formules suivantes :  $C_n = I(d-3)/I_0$

dans laquelle  $I_0$  et  $I_{d-3}$  sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois d-3 par l'index de référence  $I$ , sous réserve que le mois d du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

L'index de référence  $I$ , publiés au Moniteur des Travaux Publics ou à l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), est l'index ci-dessous appliqué aux prix stipulés à l'acte d'engagement :

N° Lot	Index
01A, 01B & 01C	BT03
02A, 02B & 02C	BT07
03A , 03B & 03C	BT18a
04A, 04B & 04C	BT50
05A , 05B & 05C	BT47
06C	BT46

## 6.3 – Clause de réexamen

En application de **l'article R 2194-1 du code de la commande**, le marché pourra être modifié dans les conditions suivantes :

- En cas de nécessité de modifier des équipements ou des matériaux prévus initialement dans le marché, soit pour des contraintes techniques (dimension des équipements, performances...), des contraintes réglementaires (évolution de la réglementation, des normes...), des contraintes économiques (hausse d'ampleur des prix des fournitures, des matériaux), ou pour des contraintes liées à l'exploitation et la maintenance des équipements ;
- Pour réaliser des prestations demandées par le maître d'ouvrage ou les utilisateurs, prestations initialement non prévues, mais qui concourent à parfaire l'ouvrage objet du marché ;
- Pour réaliser des prestations non prévues initialement, mais qui sont devenues nécessaires à la suite d'intempéries, de désordres sur le chantier, ou bien pour renforcer la sécurité et la protection des travailleurs ou des utilisateurs en cas de travaux en site occupé ;
- Pour réaliser des prestations non prévues initialement, mais qui sont devenues nécessaires pour réaliser l'ouvrage (complément de désamiantage, prescriptions du Service Départemental d'Incendie et de Secours [SDIS], démolition supplémentaire, quantitatif de prestations plus importantes, remplacement d'un équipement ou d'un ouvrage existant devenu défaillant, non conforme ou inadapté au projet...) ;
- Pour des raisons météorologiques, le planning du projet pourra être décalé à une période plus propice pour les interventions ;
- Lorsque des modifications pendant l'exécution du marché à la demande du Représentant du Pouvoir Adjudicateur ou sur proposition du Titulaire peuvent être établies sur la base des prix unitaires figurant dans la DPGF ou sur le BPU ;
- Lorsque la modification est exigée du fait de l'évolution des mesures sanitaires en vigueur ;

- En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, par dérogation à l'article 54 du CCAG-Travaux 2021, le maître d'ouvrage peut décider de suspendre les prestations, après sollicitation par écrit du Titulaire en ce sens.

#### 6.4 – Prestation nouvelles ou modificatives

Les modifications apportées au marché peuvent être effectuées à la demande du pouvoir adjudicateur ou sur proposition du Titulaire.

Lorsqu'il est envisagé de procéder à une modification, le Titulaire présente, dans un délai proportionné aux caractéristiques de la modification envisagée et précisé par le pouvoir adjudicateur et au plus dans un délai de deux (2) semaines, une Fiche de travaux modificatifs (FTM) selon le cadre soumis par la Maîtrise d'œuvre et faisant apparaître :

- L'origine de la modification ;
- Les modalités pratiques de la réalisation de la modification ;
- Le prix de la modification ;
- Les conséquences de la modification sur les engagements du Titulaire en termes de délai ;
- Les conséquences de la modification sur l'exploitation-maintenance.

La FTM est soumise pour avis à la Maîtrise d'œuvre, au CSPS, qui disposent d'une (1) semaine pour émettre leur avis à compter de la réception de la FTM.

Le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de deux (2) semaines pour approuver la FTM ou formuler des observations et demander des compléments d'information au Titulaire :

- S'il ne s'est pas prononcé dans ce délai, il est réputé l'avoir rejetée et la modification ne peut être réalisée ;
- Si un avis favorable (avec ou sans réserve) est obtenu, la Maîtrise d'ouvrage notifie par Ordre de service la FTM et la modification est effectuée.

Les prix applicables seront ceux de la DPGF du présent marché pris alors comme bordereau des prix unitaires, ou du BPU, lorsqu'ils ont été prévus. A défaut, les prix seront négociés entre le Titulaire et le pouvoir adjudicateur. En cas de désaccord, un prix provisoire sera fixé par le maître d'œuvre en application de l'article 13 du CCAG-Travaux 2021.

#### Modifications à la demande du Maître de l'Ouvrage

L'ensemble des conséquences financières des modifications demandées par le maître d'ouvrage sont prises en charge par le Pouvoir adjudicateur (plus-values et moins-values) ayant délivré préalablement son accord sur la consistance des modifications.

#### Modifications à la demande du Titulaire

Le Titulaire est engagé sur son Offre technique et financière contractuelle et par conséquent sur des solutions techniques et sur des équipements et des produits déterminés (marques, fiches produits, références...).

Si au cours de la réalisation le titulaire souhaite changer une solution, un équipement ou un produit, il devra au préalable recueillir l'accord écrit du maître d'ouvrage, après examen du maître d'œuvre.

L'ensemble des conséquences financières des modifications demandées par le titulaire sont prises en charge par le Pouvoir adjudicateur (plus-values et moins-values) ayant délivré préalablement son accord sur la consistance des modifications.



Les modifications n'ayant pas été acceptées par le maître d'ouvrage ne peuvent pas être mises en œuvre par le titulaire.

Si une modification est découverte alors qu'elle n'a pas fait l'objet d'une demande de modification, le titulaire supporte l'intégralité des conséquences temporelles et financières, y compris pour la démolition de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage concerné et sa remise en conformité avec les engagements contractuels.

#### Ordre de service

Les prestations supplémentaires ou modificatives feront l'objet d'une juste rémunération du titulaire du contrat dans les conditions de l'article L.2194-3 du code de la commande publique (créé par la loi du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, dite loi PACTE).

Par dérogation aux articles 13.6 et 3.8.3 du CCAG-Travaux 2021, le titulaire ne peut refuser d'exécuter l'ordre de service ne faisant l'objet d'aucune valorisation financière.

Dans un délai qui ne peut être supérieur à quinze jours, le Titulaire est tenu de transmettre au maître d'œuvre les motifs de sa demande de rémunération supplémentaire ou modificative en indiquant le montant des sommes demandées et leur justification.

Par dérogation à l'article 14.5 du CCAG-Travaux 2021, le maître d'œuvre fait part au Titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de cette modification, dans un délai de trente jours à compter de l'émission de l'ordre de service.

### 6.5 – Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire. En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.



L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

## **Article 7 : Garanties financières**

**Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché** (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. **Ce montant est ramené à 3% pour les marchés pour lesquels le titulaire est une PME** au sens de la réglementation des marchés publics (décret n° 2018-1225 du 24/12/2018 portant diverses mesures aux contrats de la commande publique). Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie **peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande**, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera cependant pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

## **Article 8 : Avance**

Conformément à l'article 10 du CCAG Travaux 2021, l'option retenue concernant les modalités des avances est **l'option A**.

**Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Le montant de l'avance est fixé à 30,00 % du montant initial**, toutes taxes comprises, du marché.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 30,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de sous-traitance, le titulaire n'a droit à cette avance que pour la part qu'il exécute directement, le solde revenant aux sous-traitants qui la demandent.

**Nota :** *Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R 2193-17 et suivants du code de la commande publique.*

## **Article 9 : Modalités de règlement des comptes**

### **9.1 - Décomptes et acomptes mensuels**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux 2021. Les acomptes seront versés mensuellement.

Le maître d'ouvrage prendra à sa charge la rédaction de l'état d'acompte mensuel à partir du décompte mensuel établi par le titulaire, vérifié et le cas échéant corrigé par le maître d'œuvre.

Le titulaire déposera sa situation sur CHORUS PRO (voir article Présentation des demandes de paiement).

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

## 9.2 - Présentation des demandes de paiement

**Les demandes de paiement** seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- **le numéro de SIREN ou de SIRET** ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- **le numéro du marché ainsi que le n° d'engagement juridique (EJ) et le n° REFX CHORUS** (numéros figurant sur la lettre de notification adressée au titulaire) ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- l'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé) – avec prix unitaires, quantitatif et avancement des postes en % ;
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

**IMPORTANT : les demandes de paiement ne doivent faire aucune mention de retenue de garantie ou de récupération d'avance** ; ces éléments seront calculés par les services financiers en charge du traitement des demandes de paiement.

### **Païement :**

Pour déposer la facture sur chorus Pro, le titulaire devra renseigner les éléments suivants :

Siret : 110 002 011 00044 – service exécutant : FAC0000013 – EJ du marché communiqué lors de la notification.

Il est à joindre, lors du dépôt, le RIB sur un document séparé de la facture.

En fin de chantier pour la facture de clôture, le titulaire devra indiquer sur cette dernière la date de fin de chantier.

**IMPORTANT : Les demandes de paiement ne respectant pas les exigences énoncées ci-dessus seront rejetées.**

## 9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux 2021.

## 9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

Modalités de paiement des sous-traitants direct :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé ;
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au maître d'ouvrage ;
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé ;
- Le maître d'ouvrage adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement ;
- Ce délai court à compter de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

**En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.**

## Article 10 : Clauses particulières

### 10.1 - Clause environnementale

La clause environnementale est exécutée conformément aux dispositions du CCAG Travaux en la matière. Elle repose sur la réalisation par le Titulaire de ses engagements dans son mémoire technique, notamment en matière de fourniture de FDES.

Les pénalités relatives à la clause environnementale, par dérogation à l'article 20.2.3 du CCAG Travaux, sont encourues sans mise en demeure préalable.

### 10.2 - Clause sociale

L'article 20.1 du CCAG-Travaux 2021 prévoit que les titulaires des lots réalisent une action d'insertion sociale sur la base du **volontariat** (l'action d'insertion sociale n'est pas obligatoire).

Le titulaire prévoit dans les pièces de son offre le nombre d'heures d'insertion sociale qu'il s'engage à réaliser et les modalités de mise en œuvre de cette action d'insertion.

Facilitateur :

	Structure	Contact facilitateur	Courriel	Téléphone
06	Communauté d'Agglomération / PLIE du Pays de Grasse	Eymeric THOMAS	<a href="mailto:ethomas@paysdegrasse.fr">ethomas@paysdegrasse.fr</a>	04 97 01 11 00 06 19 97 56 15
06	Maison de l'Emploi de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis	Pauline DEBOULLE	<a href="mailto:p.deboulle@agglo-casa.fr">p.deboulle@agglo-casa.fr</a>	04 89 87 73 34
06	PLIE Pays de Lérins (Cannes + Territoire Bassin Cannois)	Stéphane ZORZIT	<a href="mailto:szorzit.pliepaysdelerins@gmail.com">szorzit.pliepaysdelerins@gmail.com</a>	04 93 68 62 32
06	Nice Côte d'Azur / PLIE NCA	Stéphane POGGI Pasquale VIDAL	<a href="mailto:tonystephane.poggi@necotedazur.org">tonystephane.poggi@necotedazur.org</a> <a href="mailto:pasquale.vidal@necotedazur.org">pasquale.vidal@necotedazur.org</a>	04 89 98 13 22
13	Communauté d'agglomération du Pays d'Aix / PLIE CPA	Amandine LANTEZ /	<a href="mailto:alantez@agglo-paysdaix.fr">alantez@agglo-paysdaix.fr</a>	04 42 52 80 15
83	Maison de l'Emploi et de la Formation de la Provence Verte et du Haut Var	Carine BACCI	<a href="mailto:developpement@mdeprovenceverte.fr">developpement@mdeprovenceverte.fr</a>	04 94 72 62 19 06 33 52 21 15
83	Communauté d'agglomération Dracénoise	Carinne AVELLA	<a href="mailto:carinne.avella@dracenie.com">carinne.avella@dracenie.com</a>	04 98 10 72 34
2A 2B	DREETS de Corse (Département Emploi, Pôle 3 E)	Marie-Pierre ORSINI	<a href="mailto:marie-pierre.orsini@dreets.gouv.fr">marie-pierre.orsini@dreets.gouv.fr</a>	04 95 23 90 64 07 86 15 64 06

## **Article 11 : Conditions d'exécution des prestations**

Adresses d'exécution :

*Maison centrale d'Arles*

Rue Nicolas Copernic, 13200 Arles

Secrétariat : 04.90.99.07.01

Courriel : [sec.mc-arles@justice.fr](mailto:sec.mc-arles@justice.fr)

*Centre de détention de Tarascon*

12 Quartier des Radoubs – BP 382/82 - 13 155 TARASCON Cedex

Tél. 04.90.99.10.31 ; Fax. 04.90.99.10.14

Courriel : [sec.cd-tarascon@justice.fr](mailto:sec.cd-tarascon@justice.fr)

*Centre de détention de Salon-de-Provence*

Route nationale 13 Bel Air – BP 369 – 13668 Salon-de-Provence

Tél. 04.90.44.61.14

Courriel : [sec.cd-salon-de-provence@justice.fr](mailto:sec.cd-salon-de-provence@justice.fr)

Notification par le biais du site PLACE.

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

Elle peut également être notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception au domicile du titulaire (ou du mandataire en cas de groupement).

Elle peut enfin être effectuée par un moyen électronique dès lors qu'il permet de certifier date certaine.

**Pour ce dernier point, la procédure suivante est acceptée :**

- **Envoi par mail**
- **Accusé de réception explicite portant mention du nom du destinataire ainsi qu'un message signifiant « bien reçu ».**

## Réunions

Le Titulaire est tenu de participer **aux réunions de préparation** organisées par l'OPC. Ces réunions sont hebdomadaires. L'OPC se charge des convocations. En cas d'absence non excusée ou répétitive, les mesures coercitives sont prises à l'encontre du fautif.

Le Titulaire est tenu de participer **aux réunions de chantier** organisées par l'OPC. Ces réunions sont hebdomadaires. L'OPC se charge des convocations. En cas d'absence non excusée ou répétitive, les mesures coercitives sont prises à l'encontre du fautif.

A l'issue de chacune de ces réunions, un compte-rendu sera rédigé par l'OPC. Tous les points qui y sont consignés seront considérés comme approuvés, **s'ils n'ont pas fait l'objet d'observations écrites dans les 5 jours ouvrés qui suivent la réunion relatée.**

### 11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Les références à des **marques, types et/ou provenances de produits, matériels ou matériaux** qui peuvent être mentionnés dans une pièce du D.C.E., en particulier dans le C.C.T.P., sont donnés **à titre indicatif**. Elles permettent d'illustrer les exigences du Maître d'Ouvrage en matière de technicité, de performance, de qualité, de pérennité, de compatibilité et de fiabilité de produit matériel ou matériau concerné. Les candidats restent libres de proposer d'autres produits, matériels ou matériaux que ceux indiqués, pourvu qu'ils soient **équivalents** au regard des critères énoncés ci-dessus et que les **normes régissant l'associativité des matériels entre eux soient respectées** (matériels existants en particulier). Dans ce cas, le candidat concerné devra obligatoirement joindre à son offre les documents permettant de justifier l'équivalence des produits, matériels ou matériaux, sous peine de rejet de son offre.

Le titulaire devra, préalablement à l'exécution des prestations, soumettre à l'acceptation du Maître d'Ouvrage une documentation technique détaillée de chaque produit, matériel ou matériau à utiliser, avec les références s'y reportant. Si le Maître d'Ouvrage constate qu'il n'y a pas de correspondance ou équivalence avec les prescriptions du marché, le titulaire sera tenu de fournir les espèces et qualités des produits, matériels ou matériaux de référence. En cours d'exécution, aucun changement dans la nature et la qualité des produits, matériels ou matériaux agréés ne sera admis, sauf accord écrit du Maître d'Ouvrage.

### 11.2 - Implantation des ouvrages

Selon les dispositions du CCTP et ses annexes.

L'implantation précise des ouvrages et équipements est soumise à l'agrément préalable de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

### 11.3 - Préparation et Coordination des travaux

#### *11.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux*

La période de préparation est **comprise dans le délai d'exécution des travaux** tel que stipulé à l'acte d'engagement.

Ce délai d'exécution commence à courir dès la réception (par email et/ou LRAR) de l'ordre de service de commencement d'exécution des prestations qui suivra la notification du marché.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux 2021 et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé simplifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité.

Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination simplifié en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

#### *11.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier*

Les travaux faisant l'objet du marché sont soumis à une **coordination sécurité et protection de la santé (SPS) de Niveau III** (avec plan général de coordination) au sens des articles L.4531-1 et suivants et R.4532-1 et suivants du code du travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions

d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

#### *11.3.3 - Registre de chantier*

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

#### 11.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux 2021, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

#### 11.5 - Installation et organisation du chantier

##### *11.5.1 - Installation de chantier*

Dans les conditions prévues au CCTP et, sous réserve des spécificités prévues au C.C.T.P., CCAG-Travaux 2021.

##### *11.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais*

Dans les conditions prévues au CCTP et, sous réserve des spécificités prévues au C.C.T.P., au CCAG-Travaux 2021.

##### *11.5.3 - Signalisation des chantiers*

Dans les conditions prévues au C.C.T.P. et, sous réserve des spécificités prévues au C.C.T.P., au CCAG-Travaux 2021.

##### *11.5.4 - Application de réglementations spécifiques*

Les réglementations spécifiques listées dans le C.C.T.P. sont applicables.

#### 11.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

##### *11.6.1 - Gestion des déchets de chantier*

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.



Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

#### 11.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, dans le délai de 5 jours à compter de la date de la notification de la décision de réception chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

#### 11.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux 2021. Le D.O.E devra comporter en particulier (voir les C.C.T.P. pour plus de précision) :

- Les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire (format papier A3 et formats dématérialisés DWG et Pdf) ;
- Les avis techniques des matériels et équipements installés (papier + Pdf) ;
- Les spécifications de pose et les conditions de garantie des fabricants (papier + Pdf) ;
- Les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance (papier + Pdf) ;
- La note de calcul ;
- Le rapport d'autocontrôles ;
- Le rapport des essais de traction...

1 exemplaire DOE pour le maître d'ouvrage composé de deux CD + 2 exemplaires papier

1 exemplaire DOE pour le site composé d'un CD + 1 exemplaire papier

1 exemplaire DOE pour le maître d'œuvre composé d'un CD + 1 exemplaire papier

(Pour les plans, format DWG et PDF) seront remis au maître d'ouvrage dans les conditions prévues au C.C.T.P. et, sous réserve des spécificités prévues au C.C.T.P., au CCAG-Travaux 2021.

Par dérogation à l'article 40.1 du CCAG Travaux 2021, **le défaut remise de ces documents à la date de demande de réception par le titulaire ne permet pas d'effectuer les opérations préalables à la réception (OPR)**. Ainsi, en cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les titulaires, les opérations préalables à la réception en seront retardées d'autant.

#### 11.6.4 - Travaux non prévus

**La réalisation de travaux non prévus au marché est subordonnée à la notification préalable d'un avenant, d'un ordre de service ou d'une décision de poursuivre.**

*NOTA : les ordres de service pouvant être émis par le maître d'œuvre en application des articles 14 et 15 du CCAG-Travaux 2021 sont soumis à l'obtention préalable d'une décision écrite du représentant du maître d'ouvrage.*

Sauf urgence impérieuse, **si le Titulaire réalise des travaux non prévus au marché sans avoir obtenu l'accord préalable et écrit du représentant du maître d'ouvrage** (seul un membre de la direction de la DISP [directeur interrégional, son adjoint, secrétaire général] est habilité à engager juridiquement et financièrement la DISP et à cette qualité de maître d'ouvrage), **il le fait sous sa seule responsabilité** et s'expose au risque de ne pouvoir réclamer aucune rémunération supplémentaire pour ces travaux.

*NOTA : Un accord verbal en réunion de chantier ou une mention sur un courriel ou PV de chantier ne vaut en aucun cas acceptation du maître d'ouvrage. Dans une telle situation, le titulaire doit en informer sans délai le maître d'ouvrage (département des affaires immobilières + cellule marchés publics immobiliers ; par email et/ou courrier ; voir règlement de la consultation pour les coordonnées). Si des travaux non prévus au marché sont réalisés par le titulaire sans accord préalable et écrit de la direction de la DISP, l'entrepreneur concerné s'expose au risque de ne pouvoir réclamer aucune rémunération pour ces travaux non prévus au marché.*



## **11.7 - Réception des travaux**

### **11.7.1 - Dispositions applicables à la réception**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux 2021.

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux et se déroule simultanément pour tous les lots dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux 2021.

Le titulaire du marché avise le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. La décision relative à la réception sera ensuite notifiée au titulaire du lot précité.

### **11.7.2 - Réception partielle et prise de possession anticipée**

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de procéder à des réceptions partielles et/ou prises de possessions anticipées partielles si cela s'avère nécessaire au regard des exigences de fonctionnement de l'établissement. En tout état de cause, par dérogation à l'article 42.3 du CCAG, le délai de garantie court à compter de la date d'effet de la réception totale des prestations objet du présent marché.

Si cette réception partielle nécessite la mise en route des équipements techniques avant la fin du délai contractuel, le Titulaire s'engage par avance à accepter de conduire ou faire conduire et d'entretenir ou faire entretenir, tout ou partie des installations, étant entendu que la réception de ces installations n'est pas prononcée à la date de mise en route mais à la date de finition complète. Il appartient alors au Titulaire de souscrire les assurances garantissant sa responsabilité en qualité d'exploitant.

### **11.7.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Dans les conditions prévues au CCTP et, sous réserve des spécificités prévues au CCTP, au CCAG-Travaux 2021.

Si cette mise à disposition nécessite la mise en route des équipements techniques avant la fin du délai contractuel, le Titulaire s'engage par avance à accepter de conduire ou faire conduire et d'entretenir ou faire entretenir, tout ou partie des installations, étant entendu que la réception de ces installations n'est pas prononcée à la date de mise en route mais à la date de finition complète. Il appartient alors au Titulaire de souscrire les assurances garantissant sa responsabilité en qualité d'exploitant.

## **Article 12 : Règlement des différends**

Le règlement des différends s'effectue conformément à l'article 55 du CCAG Travaux 2021. La naissance d'un différend, au sens de l'article 55 de ce même CCAG, résulte :

- Soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant du maître d'ouvrage et faisant apparaître le désaccord ;
- Soit du silence gardé par le maître d'ouvrage à la suite d'une mise en demeure adressée par le maître d'œuvre l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours ;
- Soit de l'absence de notification du décompte de résiliation dans le délai mentionné à l'article 46 du CCAG Travaux 2021.

## **Article 13 : Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Par dérogation à l'article 45 du CCAG travaux 2021, il est fait référence à l'article 25 du CCAG 2009 – OPTION B : Le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux plans des établissements pénitentiaires permettant au maître d'ouvrage de les exploiter librement.

## **Article 14 : Garantie des prestations**

### **14.1 - Délais de garantie**

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux 2021.

### **14.2 - Garanties particulières**

En plus de la garantie de parfait achèvement (G.P.A. de l'article 44.1 C.C.A.G.-Travaux 2021), des garanties « légales » (garantie décennale et garantie biennale de bon fonctionnement), et le cas échéant des garanties particulières prévues au C.C.T.P., le titulaire peut s'engager dans son mémoire technique, lequel a valeur contractuelle, sur des garanties plus étendues ainsi que sur des modalités de mise en œuvre plus détaillée.

## **Article 15 : Pénalités**

### **15.1 - Pénalités de retard**

En cas de retard dans l'exécution des travaux : Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 80,00 €.

La pénalité de retard journalière mentionnée ci-dessus s'applique en cas de non-respect du délai d'exécution des travaux stipulé à l'acte d'engagement (délai stipulé à l'article 3 de l'acte d'engagement) mais aussi en cas de non-respect des délais partiels (pour les délais spécifiques établis par le maître d'œuvre dans le cadre du calendrier détaillé d'exécution). La seule constatation du non-respect du délai d'exécution entraîne l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 19.2 4 CCAG travaux 2021, les pénalités seront appliquées après simple constat du maître d'œuvre et après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux 2021.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire de 500,00 €.

**Dans la levée des réserves** : Le Titulaire du marché a un délai qui sera fixé dans la décision de réception pour lever les réserves mentionnées aux articles 41.5 (prestations prévues non exécutées) et 41.6 (imperfections et malfaçons) du C.C.A.G.-Travaux 2021. En cas de dépassement de ce délai, le Titulaire encourt, par jour de retard, une pénalité d'un montant égal aux pénalités prévues ci-dessus pour les cas de retard dans l'exécution des travaux. Ces pénalités seront encourues du simple fait de la constatation du retard.

En plus des pénalités journalières définies ci-dessus, le titulaire subit une pénalité forfaitaire :

- en cas de non-respect de la date limite des opérations préalables de réception (O.P.R.) des ouvrages (non achèvement des travaux à la date d'achèvement prévue, à partir de laquelle peuvent commencer les O.P.R.) : une pénalité d'un montant forfaitaire égal à 4 fois le montant journalier de la pénalité prévue ci-dessus pour les cas de retard dans l'exécution des travaux ;

- en cas de non-respect de la date limite de la date de levée des réserves : une pénalité d'un montant forfaitaire égal à 4 fois le montant journalier de la pénalité prévue ci-dessus pour les cas de retard dans l'exécution des travaux.
- En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise (convocation par email) se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 200 € H.T. (deux cent euros hors taxes) par absence à réunion de chantier sans limitation de coût de pénalité ;

Pour les documents, conformément à l'article 19.3 du CCAG travaux 2021, et/ou prestations pouvant être exigés du titulaire en vertu du présent marché, et dès lors que les délais, modalités et pénalités ne sont pas fixés par d'autres dispositions du présent C.C.A.P, les dispositions suivantes s'appliquent :

- le titulaire est mis en demeure par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception (sachant qu'un mail auquel il a été répondu peut suffire) de produire ce(s) document(s) et/ou ce(s) prestation(s) dans un délai déterminé (délai raisonnable fixé par la décision de mise en demeure au regard des circonstances et des caractéristiques de la prestation demandée) ;
- à l'expiration du délai fixé par la décision de mise en demeure, le titulaire subit sur ses créances, une pénalité dont le montant par jour de retard est fixé à 200 € H.T. (deux cent euros hors taxes).

**Plafonnement – Exonération :** Par dérogation à l'article 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG-Travaux 2021, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard, quel que soit leur montant, sans exonération. Le montant de ces pénalités de n'est pas plafonné.

### 15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le maître d'ouvrage applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 15.3 - Autres pénalités spécifiques

#### 15.3.1- Pénalité en cas de non-respect des obligations environnementales

En cas de non-fourniture du volume prévu de FDES, il est prévu une pénalité unitaire de 500€ par fiche non fournie.

#### 15.3.2 - Pénalités en cas de non-respect d'obligations contractuelles

#### Pénalité et retenues pour retard dans la remise du PPSPS

Pour tout retard dans les délais contractuels de remise du Plan Particulier de Sécurité et de la Protection de la Santé et autres documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs, une pénalité de 1/1000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande par jour calendaire de retard sera appliquée.

Des retenues provisoires du même ordre de grandeur financier pourront être appliquées en cas de retard dans la transmission de documents liés aux sous-traitants et leur régularisation (demande de visite préliminaire, dossier de déclaration de sous-traitance, etc.) exigés par la loi ou par le CSPS. Ces retenues provisoires pourront être restituées si les délais globaux sont respectés. Dans le cas inverse, elles deviendront définitives et constitueront des pénalités.

Le PPSPS doit être remis à jour avant l'intervention de chaque nouveau sous-traitant ; ces pénalités et retenues peuvent être encourues lors de chaque mise à jour nécessaire.

Ces pénalités et retenues sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le CSPS ou des autres intervenants cités supra.

#### Pénalité et retenues pour retard dans la remise des documents (Études d'exécution, Études de synthèse...)

Pour tout retard dans la remise de documents – études d'exécution et de synthèse - une pénalité de 1/1000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché par jour calendaire de retard sera appliquée. Les pénalités pour non-remise de documents seront basées sur les dates de remise de documents mentionnées au compte-rendu de chantier.

Des retenues provisoires du même montant pourront être appliquées en cas de retard dans la transmission de documents liés aux études d'exécution (fiches techniques, plans et schémas, etc.) exigés par la Maîtrise d'œuvre. Ces retenues provisoires pourront être restituées si les délais globaux sont respectés. Dans le cas inverse, elles deviendront définitives et constitueront des pénalités.

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG travaux, la pénalité se voit appliquer sans mise en demeure préalable. De même, la pénalité est journalière et non forfaitaire.

#### Pénalité et retenues pour retard dans l'exécution des études et travaux

Si pour des raisons imputables au Titulaire, un des délais contractuels tels que définis dans le présent marché ne pouvait être respecté, il sera appliqué, sans mise en demeure préalable, une retenue calculée correspondant à 1/1000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande par jour calendaire de retard.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer d'autres retenues intermédiaires provisoires. Ces retenues provisoires pourront être restituées si les délais globaux sont respectés. Dans le cas inverse, elles deviendront définitives et constitueront des pénalités.

#### Pénalité pour non-repliement des installations de chantier, enlèvement des déchets de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier, l'enlèvement des déchets de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du Titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG-Travaux 2021, sans préjudice de d'une pénalité de 200 € par jour calendaire de retard. Par dérogation à l'article 36.2.3 du CCAG travaux, la pénalité se voit appliquer sans mise en demeure préalable.

Ces pénalités seront encourues du simple fait de la constatation du retard par la Maîtrise d'œuvre, et ne constituent pas des provisions dans le cas où il serait nécessaire de faire intervenir une entreprise de nettoyage aux frais et risques de l'Entreprise.

### **Article 16 : Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux 2021, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- **une assurance au titre de la responsabilité civile** découlant des articles 1240 à 1242 du code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

- **une assurance au titre de la garantie décennale** couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du code civil ;
- **une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement** couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

## **Article 17 : Résiliation du contrat**

### **17.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux 2021.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail conformément à l'article R.2143-8 du code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au maître d'ouvrage par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le maître d'ouvrage pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

### **17.3 - Défaillance d'un cotraitant d'un groupement d'opérateurs économiques**

En l'absence de désignation d'un remplaçant au mandataire défaillant par les autres membres du groupement, le cocontractant dont la part financière des prestations restant à exécuter d'ici la fin du marché est la plus importante devient le nouveau mandataire, conformément à l'article 57.7.3 du CCAG-Travaux 2021.

Cette disposition est étendue peu importe le cotraitant considéré.

## **Article 18 : Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le tribunal administratif de Marseille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **Article 19 : Dérogations**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4 du CCAG-Travaux 2021 ;
- L'article 5.2 du CCAP déroge aux articles 18.2.3 et 32.1 al 2 du CCAG-Travaux 2021 ;
- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 13.4 du CCAG-Travaux 2021 ;
- L'article 6.3 du CCAP déroge à l'article 54 du CCAG-Travaux 2021 ;
- L'article 6.4 du CCAP déroge aux articles 3.8.3, 13.6 et 14.5 du CCAG-Travaux 2021 ;
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 20.2.3 du CCAG-Travaux 2021 ;
- L'article 11.6.3 du CCAP déroge à l'article 40.1 du CCAG-Travaux 2021 ;
- L'article 11.7.2 du CCAP déroge à l'article 42.3 du CCAG-Travaux 2021 ;
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 45 du CCAG-Travaux 2021 ;
- L'article 15.1 du CCAP déroge aux articles 19.2.4, 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG-Travaux 2021 ;
- L'article 15.3.3 du CCAP déroge aux articles 19.3 et 36.2.3 du CCAG-Travaux 2021.